

SOUPLESSE ET LIBERTÉ

À l'heure d'écrire ce premier éditorial, la réforme de la Seconde, promise pour la prochaine rentrée, vient de voir son application repoussée. Qu'advient-il d'elle ? Nous n'en savons rien. De cette réforme on a beaucoup entendu dire qu'elle n'est pas ce qu'elle a l'air d'être. Elle masquerait la suppression de postes, les classes surchargées et globalement la volonté d'économiser. Cela signifie-t-il que ce qu'elle a l'air d'être serait en soi acceptable ? Sans doute, l'état actuel n'est pas satisfaisant. Mais ce qui a été dit de sa nécessité, c'est qu'il faudrait introduire dans l'école et plus encore au lycée, plus de souplesse et plus de liberté. Pour justifier notamment la suppression des filières, l'existence de modules et la possibilité de réorientations à mi-année, notre ministre affirmait que l'élève d'aujourd'hui est plus autonome, plus sûr de ses goûts, plus capable de déterminer son orientation. Au lycée, disait-il, l'élève doit pouvoir « affiner ses goûts et réaliser ses choix ». Ce faisant, il aimera ce qu'il a choisi parce qu'il l'a choisi. Il ne supporte plus, selon le mot que notre ministre prêtait aux élèves eux-mêmes, un lycée *napoléonien*.

Si j'étais conseiller en communication, j'aurais recommandé Kant à l'appui d'un tel point de vue, histoire de faire taire les esprits forts. Comme celui-ci, ne supportant plus qu'on parle de ces peuples qui ne seraient pas mûrs pour la liberté, j'aurais fustigé ceux qui ne reconnaissent pas au peuple des jeunes d'aujourd'hui cette maturité qui est toute notre modernité. J'aurais ainsi défendu cette possibilité donnée de se déterminer, de s'orienter dans sa scolarité, par l'existence de modules semestriels, comme l'exercice de la liberté qui seul rend libre.

Ce faisant, il ne se serait d'ailleurs agi que de prolonger un discours entendu depuis près de vingt ans. Souplesse et liberté sont depuis longtemps les figures de proue de toute réforme annoncée. Ainsi, disait-on il n'y a pas si longtemps, l'école doit « accompagner » l'élève dans la réalisation de son « projet personnel ». J'avais été surpris, il y a quelques années, de cette déclaration, parmi d'autres, d'une jeune institutrice fraîche émoulue des IUFM : « Dans la formation, on nous a bien appris qu'il fallait casser cette image de l'instit autoritaire dispensateur [sic] de savoir. Nous sommes là pour aider les enfants à construire leurs connaissances en respectant leurs différences »¹. De cela est ressorti une pédagogie, qu'on ne peut ici qu'évoquer trop rapidement. L'élève est un jeune, bulbe d'une plante qui attend de s'épanouir, tout entier déjà ce qu'il deviendra, différent, forcément différent. L'éducation est au service de l'épanouissement d'une ipséité. Le jeune individu n'a rien d'autre à emprunter à l'école et au monde que les moyens de son épanouissement. Le professeur-jardinier abreuve la plante de l'eau qu'el-

1. *Ouest-France* du 28 août 2000.

le demande pour la faire devenir ce qu'elle est déjà. Il accompagne, soutient, fournit les ressources nécessaires... Il faut laisser choisir. Il faut des modules.

Puisque, nous dit-on, les lycéens, devenant étudiants, auront à faire des choix, laissons-les à eux-mêmes dès le lycée. C'est vouloir croire que l'indépendance fait l'autonomie, que la possibilité du choix suffit à savoir choisir. De fait, l'*optionnalisation* des enseignements (45 %) servirait les plus informés, les mieux entourés, les mieux situés.

Mais, bien sûr, il s'agit toujours de vouloir en finir avec les inégalités. L'école, c'est entendu, produit les inégalités. Comment en finir ? Souplesse et liberté. Autonomie des établissements et orientation « choisie ».

Soyons en sûrs, l'autonomie des établissements, vœu de droite comme de gauche, évitera que trop d'élèves soient excessivement confrontés à ces savoirs d'héritiers, origine d'une injuste sélection. Inutile en ce sens qu'existent en fait les modules correspondants dans les lycées anonymes qui peuplent nos régions.

D'ailleurs, il faut remarquer qu'il ne pourrait pas exister partout ce vaste panel d'options sous forme de modules qui prétend éviter l'enfermement dans une filière. Comment un proviseur pourrait-il accéder à volonté à un *choix* d'élèves quand il voit chaque année sa dotation horaire se réduire, ses professeurs invités à toujours plus d'heures supplémentaires, les classes surchargées et des postes supprimés ? Très vite une sélection s'opérerait entre *l'utile* et *l'inutile*, critères inquiétants, grands pourvoyeurs de reproduction des inégalités. Les postes, dans une discipline comme la nôtre, seraient à hauteur de l'horaire du tronc commun, rien de plus, sauf en certains lieux, rares et déjà privilégiés.

Plus encore, on peut se demander si vouloir en finir avec des orientations négatives en supprimant les filières n'est pas ou naïveté ou hypocrisie. Bâtir un tronc commun d'enseignements généraux qui mélange les élèves des actuelles filières technologiques avec ceux des filières générales, donner le choix de modules, c'est donner l'illusion de l'égalité, masquer le passé scolaire des élèves, leurs difficultés, leurs échecs, et s'interdire de pouvoir en tirer avec eux les conséquences. Voici l'égalité réelle décrétée. Croit-on que quelques heures de *soutien* suffiront à faire table rase du passé, à produire l'élève nouveau ? Nous dira-t-on encore, comme depuis 20 ans, avec les résultats que l'on connaît, qu'il suffit « d'enseigner autrement » ? Quant au choix de modules, au pays de la flexi-orientation, laissera-t-on chacun *choisir* de se réorienter ou non (au terme d'une année ou d'un semestre) ? Conseillera-t-on ? Contraindra-t-on ? Il n'est certes pas simple d'orienter, d'éviter les orientations vécues comme des exclusions. La question est de savoir si une illusion d'égalité et de liberté éviterait les difficultés actuelles, si elle ne ferait pas que masquer une réalité qu'il faut au contraire affronter.

Dans la fascination pour la souplesse, il y a l'idéal imaginaire d'un monde offert à nos désirs, dématérialisé comme certains aiment à le dire aujourd'hui. Kant, appelant à la liberté par son exercice, appelait d'abord à l'exercice de la liberté de penser, à la possibilité de se tromper, réclamant qu'on laisse entière la possibilité du dialogue qui permet de s'instruire au contact des meilleures idées, circulant librement, et non qu'on laisse à chacun l'illusion du choix en offrant des possibilités. Mûrir pour Kant, c'est mûrir pour la raison. Il n'aurait pas imaginé que ce qu'il dit de peuples sous le joug pourrait être dit d'adolescents sous l'autorité de professeurs. Pour Kant, l'éducation est discipline et instruction. Rien de très souple. *Napoléonien* en diable.

Simon PERRIER
Président de l'APPEP
Le 20 décembre 2008